

La patate chaude à la Fédération

**Si les Wallons étudiant
à Bruxelles veulent
une prime pour kotter,
que la Fédération
s'en charge,
dit la ministre De Bue.**

● **Martial DUMONT**
(avec Belga)

Ce n'est rien dire que la ministre wallonne du Logement, Valérie De Bue, a peu goûté aux critiques acerbes dont sa proposition de prime de 1000 euros pour ceux qui kottent à plus d'une heure de voiture de chez eux, fait l'objet depuis plusieurs jours.

Des critiques d'ailleurs relayées hier au parlement wallon et qui concernent essentiellement le fait que cette prime est exclusivement réservée aux étudiants qui fréquentent une université ou haute-école située sur le territoire wallon.

La justification de base de la ministre est claire : la compétence du Logement est purement régionale. Et elle ne peut donc pas décider d'une prime pour un logement sur le territoire bruxellois.

Mais Valérie De Bue ne s'en tient pas là dans sa réponse : « Que la Fédération Wallonie-

Bruxelles prenne ses responsabi-

**« Les négociations
vont se poursuivre
afin de parvenir
à un accord
de coopération. »**

lités : elle possède tous les leviers pour prendre la même mesure », a-t-elle réagi passablement agacée par les questions des socialistes qui, s'ils sont dans l'opposition à la Région, sont dans la majorité à la Fédération Wallonie-Bruxelles. Et dont le gouvernement a lui aussi taclé le projet wallon. « Plutôt que d'avancer sur une mesure électoraliste et empreinte d'amateurisme, que la Région wallonne nous donne l'argent et je promets de l'utiliser de manière adéquate ! Je demanderai (au gouvernement bruxellois) de venir avec le complément ! », avait

ainsi récemment lancé Jean-Claude Marcourt, le ministre de l'Enseignement supérieur en FWB.

« La Fédération Wallonie-Bruxelles aurait certainement été mieux adaptée à ce type de texte mais on n'y a jamais constaté de volonté d'avancer. Combien de temps aurions-nous dû encore attendre ? », s'est interrogée Valérie De Bue en reconnaissant toutefois que des améliorations sont toujours possibles.

« La mesure reste soumise à l'avis de nombreuses instances, dont celui des fédérations étudiantes qui se montrent plutôt positives malgré certaines critiques. Par ailleurs, les discussions vont se poursuivre avec les régions bruxelloise et flamande afin de parvenir à un accord de coopération permettant d'élargir le système », a poursuivi la ministre wallonne.

« Nous ne provoquons pas de guerre de réseau ; nous n'oppo-

sons pas les écoles puisque tous les établissements supérieurs situés en Wallonie sont concernés et surtout, en n'imposant pas de critère de revenus, nous incluons la classe moyenne, qui paye beaucoup et n'a souvent droit à rien », a conclu Valérie De Bue.

Oubliant de dire au passage

dans sa critique de la Fédération Wallonie-Bruxelles que la ministre cdH Alda Greoli, qui siège à ses côtés à l'Élysette, siège également au gouvernement de la Fédération... avec Jean-Claude Marcourt et le PS. Et où elle aurait pu faire les go between pour une mesure concertée... ■